



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Etats-Unis : l'extrême droite montre ses muscles



Rassemblement pro Trump en 2017

Des centaines de partisans de Trump ont pénétré dans le bâtiment du Congrès à Washington : quatre heures de chaos et cinq décès en ont résulté. Trump avait appelé ses partisans à manifester pour contester sa défaite électorale, et quelques dizaines de milliers d'entre eux étaient venus de tout le pays. Avec la passivité ou la complicité d'une partie des policiers chargés de défendre le bâtiment et/ou grâce à leur impréparation volontaire, une partie des manifestants a pu pénétrer dans le bâtiment, saccageant quelques bureaux.

Ce sont ces groupes, proches ou membres de l'extrême droite américaine, qui manifestent contre le confinement, s'attaquent aux manifestants de "Black lives matter" (la vie des noirs compte) - tirant parfois sur eux -, paradent ostensiblement armés. Beaucoup d'entre eux sont des émules du Ku Klux Klan, des nazis, ou suprématistes blancs.

Ce milieu ne va pas disparaître avec la défaite électorale de Trump, encore moins ces milices violentes, réactionnaires et armées, sans doute confortées par leur démonstration au Capitole. Ces bandes

peuvent devenir de plus en plus actives, arrogantes et violentes, et se mobiliser à nouveau, sous d'autres prétextes.

La crise et le chaos dans lequel s'enfonce le capitalisme, fournissent un terreau propice à leur développement. Ils n'hésitent pas à s'appuyer sur la colère justifiée des classes populaires et se posent comme l'opposition la plus radicale et la plus déterminée contre les politiciens, les partis et l'appareil d'Etat, mais pas contre les capitalistes, leur exploitation et leur course aux profits. C'est toujours pour mieux détourner la colère des responsables du capitalisme vers les étrangers et les plus pauvres que soi. C'est toujours pour semer la division, voire la violence, entre les travailleurs, blancs contre noirs, ceux nés dans le pays contre ceux venus des pays pauvres et condamnés aux jobs les plus précaires, les plus ingrats et mal payés.

Le patronat, les milliardaires, ne sont pas menacés par ces mouvements. Au contraire. Aujourd'hui, ces milices se sont mises derrière Trump et les 80 milliardaires qui ont financé sa campagne. Demain, elles prêteront leurs services à d'autres patrons quand il s'agira de briser des grèves et terroriser les exploités.

A Biden, le nouveau président des Etats-Unis, cette invasion du bâtiment du Congrès a fourni l'occasion de se poser en défenseur de la démocratie et de la « vraie Amérique » qui serait « un exemple de démocratie et de respect ». Et il a été suivi en cela par la

fraction du parti républicain qui désavoue Trump comme par la « gauche » du parti démocrate représentée par Bernie Sanders qui y a vu une « journée très triste pour la démocratie américaine ».

Mais de quelle démocratie parlent-ils ?! Les lois votées par le parlement, n'ont pas empêché le patronat de condamner des millions de travailleurs aux bas salaires et au chômage, durant ces dernières décennies. Au contraire, Démocrates comme Républicains ont offert des paquets de subventions pour soutenir les banques et les grandes entreprises, au détriment des services publics et des emplois. Et Biden promet même encore plus d'argent aux capitalistes que Trump ! Le résultat est que bien des travailleurs américains doivent aujourd'hui enchaîner plusieurs emplois pour survivre. Sans argent, ils n'ont pas accès à des soins de qualité, pour des milliers de jeunes des quartiers populaires, il n'y a même plus d'école !

Le parlementarisme verrouillé qu'ils appellent démocratie, n'est qu'un bien mince paravent pour un appareil d'Etat répressif avec sa police et ses prisons : tous les jours, un Noir ou un Hispanique qui constituent la fraction la plus pauvre de la classe ouvrière, est tué par la police. C'est un appareil répressif contre les classes pauvres. Ses armes sont pointées dans la même direction que celles des milices d'extrême droite.

Alors, pour organiser sa défense, le camp des travailleurs ne peut compter que sur ses propres forces, ses mobilisations et sa détermination.

La classe ouvrière américaine, comme celle d'Europe, est loin d'avoir dit son dernier mot. Elle devra se mettre en lutte pour défendre ses conditions de vie. Quand elle relève la tête, la peur peut très vite changer de camp. Car la classe ouvrière qui fait tourner les machines, qui crée toutes les richesses et fait fonctionner toute la société, se trouve au cœur du système. A condition de s'organiser derrière leurs propres intérêts communs, les travailleurs ont la capacité de renverser le pouvoir, celui des propriétaires des banques et des usines.

C'est la seule façon efficace de combattre le danger d'extrême droite, aux Etats-Unis comme ici: se préparer au renversement de ce système capitaliste qui n'a plus aucun avenir à offrir à l'humanité, si ce n'est les pires barbaries.

Les vœux du patronat sous forme de programme gouvernemental

Pieter Timmermans, le dirigeant du syndicat patronal FEB, a transmis par voie de presse ses vœux au gouvernement : sous prétexte de surmonter les difficultés économiques créées par la crise sanitaire -en réalité la crise avait commencé bien avant-, il demande que le gouvernement assure la solvabilité des entreprises sur le long terme.

Cela pourrait se faire, d'après lui, en utilisant une partie des 300 milliards d'euros d'épargne privée belge, en accordant des dégrèvements d'impôts ou en assurant des

intérêts intéressants aux épargnants privés qui accepteraient d'investir dans le capital d'entreprises en bonne santé. Il propose aussi de relancer les intérêts notionnels, (ce système qui permettait aux entreprises de payer moins d'impôts), en changeant le nom de cette mesure qui est devenu trop impopulaire !

L'idée d'un fonds de redressement, proposé par le ministre des Finances Vincent Van Peteghem lui semble aussi « une bonne idée ».

Bref, Pieter Timmermans propose que l'Etat réduise les impôts et paye des intérêts, en plus des profits qu'ils pourront faire, aux riches épargnants qui investiraient dans des entreprises en bonne santé !

Et bien sûr, il lance aussi un appel à la modération salariale au nom de la compétitivité !

Faire payer les travailleurs, voilà la politique du patronat pour sauver ses profits.

Mais ce sont les travailleurs qui créent toutes les richesses, il n'y a pas de raison qu'ils paient les frais de la crise économique engendrée par ce système dément. Assurer un emploi et un salaire à tous, voilà ce qui est nécessaire, et pour y arriver, il faudra se battre pour prendre les profits des patrons !

AIP 2021-2022 : les dirigeants syndicaux marquent contre le camp des travailleurs

Les négociations pour le prochain Accord Interprofessionnel 2021-2022 vont bientôt commencer. Pour les patrons, c'est clair : « vu la crise sanitaire, il n'y a pas de marge pour une augmentation des salaires », dit Pieter Timmermans, au nom de la FEB.

Les organisations syndicales, de leur côté, s'opposent à une norme salariale qui limiterait légalement les augmentations de salaires. Elles s'y opposent, mais malheureusement pour de mauvaises raisons !

Thierry Bodson, pour la FGTB, argumente que l'augmentation des salaires de 1 ou 2% "*serait inatteignable pour les secteurs qui vont mal, tandis qu'elle constituerait un plafond dénué de sens pour ceux qui sont en bonne santé*" comme l'industrie pharmaceutique, la chimie, la distribution alimentaire... Le dirigeant de la FGTB met en garde les patrons contre le risque de provoquer "*des tensions immenses qui menaceront la garantie d'un minimum de paix sociale*". Les dirigeants de la CSC ne disent pas autre chose. Retrouver la possibilité de mener des négociations libres, sans le contrôle du gouvernement et la limite de la loi, voilà à quoi se limite l'ambition des responsables syndicaux. En d'autres termes, ils se baseront sur les chiffres et les affirmations mensongères des patrons pour décider quelle catégorie de travailleurs pourrait revendiquer des augmentations, et qui devrait se serrer la ceinture.

Ce n'est pas avec ce genre de perspectives que les organisations syndicales peuvent unir les travailleurs dans une large mobilisation. Les patrons ne céderont rien, pire, ils attaqueront les emplois et les salaires, s'ils n'en sont pas dissuadés par des luttes menaçantes pour eux.

Si bien des petits commerçants et des coiffeurs risquent de fermer leur porte, les entreprises, elles, ont pu compter sur l'aide financière des gouvernements, surtout les plus grosses. Les actionnaires ont fait de bonnes affaires.

Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Les travailleurs eux se sont appauvris, leurs économies ont fondu, voire disparu, beaucoup dépendent de l'aide alimentaire et ne peuvent pas payer leur facture d'énergie. Ils ne sont en rien responsables du Covid ni de la fragilité du secteur de la santé qui a nécessité les mesures de confinement. Alors les travailleurs n'ont pas à faire les frais des conséquences de la crise sanitaire. Mais la force de se défendre ne peut venir que de l'unité, et pas d'une politique syndicale qui les divisent entre de prétendus « bons » et « mauvais » secteurs.

Salaire minimum à 14 € : « si messieurs les patrons veulent se donner la peine... »

Le salaire minimum légal en Belgique n'est que de 9,65€ brut de l'heure, soit à peine 1 340€ net pour un travailleur isolé employé à temps plein. A 220 € à peine au-dessus du seuil de pauvreté.

Et les employeurs peuvent s'appuyer sur ce salaire minimum bas pour proposer tranquillement des salaires à peine supérieurs en sachant qu'ils trouveront preneur.

Or l'expérience convainc chaque travailleur, qu'en dessous de 13 € de l'heure, la faillite personnelle menace. La FGTB mène une campagne pour un salaire minimum à 14€ de l'heure. Mais le dirigeant de la FGTB, Thierry Bodson, ajoute aussitôt « bien sûr, nous sommes conscients que l'on ne pourra pas atteindre cela en un ou deux ans ». C'est une façon de prévenir le patronat qu'il ne doit pas s'inquiéter, que le syndicat ne va pas réellement tenter de mobiliser. C'est bien dommage, car c'est aujourd'hui qu'il faut nourrir et habiller les enfants, payer loyers et factures !

Pour les patrons, qui livrent une guerre économique au profit des actionnaires, « le bon moment » pour augmenter les salaires n'existe pas.

Par contre, en 1936, malgré la crise, ils ont trouvé l'argent pour financer une baisse du temps de travail à 40 heures semaine tout en augmentant sensiblement les salaires ! Il est vrai qu'ils étaient effrayés devant une vague de grève explosive qui débordait les frontières.

Elections sociales 2020 : les syndicats malades de la précarité

Sur les 4,8 millions de salariés que compte la Belgique, seuls 1,7 millions avaient la possibilité de participer aux élections sociales de 2020. Un chiffre très faible qui s'explique par l'absence de ces élections dans le secteur public et dans les entreprises de moins de 50 salariés. Seuls 62% de ceux qui avaient le droit de voter ont effectivement participé à ces élections. C'est chez les jeunes travailleurs de moins de 25 ans que le recul est le plus important. Seulement 23% d'entre eux ont pris part au vote en 2020 contre 30% en 2016, 36% en 2012 et 43% en 2008 ! On suit à travers ces chiffres la généralisation des contrats précaires parmi les jeunes travailleurs. Mais ce désintérêt des jeunes précaires pour l'organisation syndicale est aussi le résultat... du désintérêt des syndicats pour les problèmes des précaires. Considérer que le non renouvellement des missions d'intérim ou des CDD est moins grave que le licenciement d'un CDI est une politique qui est en train de détruire les organisations syndicales, et il est temps que cela change !

Prime des soignants : ça ne suffit pas !

Le personnel hospitalier a touché fin décembre la « prime d'encouragement » promise par le gouvernement. Des 1000 euros promis, les travailleurs ont perçu environ 370 euros nets ! Cela montre tout le mépris du gouvernement à l'encontre du personnel soignant.

Le secteur de la santé subit des économies depuis des décennies et la pandémie actuelle vient révéler aux yeux de tous la nécessité d'une augmentation globale du financement et d'embauches massives. Pour y parvenir, le gouvernement vient de démontrer une fois de plus que nous ne pourrions compter que sur nos luttes déterminées pour imposer les mesures nécessaires à assurer un système de santé capable d'assurer la santé publique.



Affiche de La Santé en Lutte

Vaccins : le progrès médical pris en otage par le profit

Pour éviter que se reproduise le même « chacun pour soi » qu'avec les masques de protection, les pays européens ont accepté de centraliser l'achat et la distribution des doses de vaccins par la Commission européenne.

Mais à 27 pays ou sous la direction de la seule Commission européenne, c'est le règne de l'opacité dans les contrats avec les firmes privées.

Sur 160 firmes qui proposaient leur solution de vaccins, la Commission en a pour le moment choisi 6, parmi lesquelles, le consortium du géant américain Pfizer avec l'allemand BioNtech et Moderna, entre autres. Pour leurs actionnaires, c'est le jackpot ! En effet, les coûts de la recherche et de la mise en production ont été en grande partie, voire totalement financés par les États à travers des contrats conclus dans le plus grand secret.

Avec plus de 2,3 milliards de doses déjà achetées, et d'autres accords en passe d'être signés, l'UE accumule bien plus que pour vacciner ses 450 millions d'habitants.

Le scandale du contrat pour le Remdesivir, utilisé comme traitement curatif contre le Covid, montre que le secret des négociations ne profite qu'aux capitalistes. Le 7 octobre 2020, la firme américaine Gilead a passé un contrat pour la fourniture de ce médicament avec la Commission européenne pour un montant de 900 millions € soit un prix de 2 340 \$ par traitement pour un coût de production... de 6 \$! Pire ! Les négociateurs de Gilead ont caché à la Commission européenne qu'ils venaient de recevoir de l'OMS les résultats d'une étude clinique qui démontrait l'inefficacité totale du Remdesivir contre le Covid !

Les vaccins ont été développés par des chercheurs qui peuvent se baser sur des connaissances accumulées collectivement, ils sont produits par des techniciens et des ouvriers compétents et consciencieux. Ils constituent une arme supplémentaire précieuse contre le virus.

Mais que la science et la technique soient constamment prises en otage par le profit des capitalistes ne peut qu'entretenir la méfiance de la population à leur égard, et c'est une difficulté supplémentaire dans la lutte contre la pandémie.



Le virus mute, le capitalisme entrave

Tandis que la vaccination de la population européenne commence lentement, une nouvelle variante bien plus contagieuse du Coronavirus, dite B117, se propage à toute vitesse, pour l'instant surtout en Grande-Bretagne. Les mutations de

ce type de virus sont un phénomène naturel, mais plus un virus est répandu chez de nombreuses personnes, plus le nombre de mutations est important, et c'est précisément ce qui arrive avec le SarsCov-2. Sans être plus mortelle en soi, cette variante une fois et demi plus contagieuse augmente le nombre de malades et donc de décès. Elle provoque déjà aussi une troisième vague dans les soins de santé débordés.

Or rien ne dit que les vaccins développés contre la forme la plus répandue aujourd'hui seront efficaces également contre cette nouvelle souche du virus. Et malgré les mesures de confinement strictes prises par le pays d'origine, il est impossible d'éviter une propagation de la nouvelle variante au reste de l'Europe, et plus loin, d'ici quelques semaines.

Les campagnes de vaccination devraient s'accompagner de tests de dépistages capables de détecter cette nouvelle souche, mais le matériel nécessaire pour séquencer le génome des virus manque partout. Lors de la première vague, le matériel de protection, les respirateurs, les médicaments, etc... faisaient défaut même dans les pays riches, car partout règne la recherche de rentabilité et la chasse au profit en abaissant les coûts. Aujourd'hui aussi, les investissements dans la santé et la recherche sont détournés vers des aides aux entreprises privées qui ne fonctionnent que pour enrichir leurs actionnaires, au lieu de mettre tout en œuvre pour protéger la population.

A chaque étape, devant chaque nouveau problème de la lutte contre la pandémie, le capitalisme est une entrave à l'utilisation optimale des moyens formidables dont dispose l'humanité pour se protéger.

Une banque alimentaire à l'école

Une école secondaire du centre de Bruxelles a mis sur pied une petite "banque alimentaire" dans ses propres locaux. On y trouve des boîtes de conserve de légumes et de fruits, des

pâtes et du riz, des serviettes hygiéniques et du dentifrice.

Comme le rappelait la campagne Viva for life, un enfant sur quatre vivait dans la pauvreté en 2019 et l'aggravation de la crise en 2020 a augmenté ce chiffre déjà terrible.

Le personnel enseignant et éducatif recueille des témoignages de conditions de vie de plus en plus dures. A l'heure du blabla sur l'enseignement "à distance", on mesure que les liens sociaux qui sont tissés à l'école, ne sont pas seulement nécessaires sur le plan des apprentissages, mais aussi sur le plan du bien-être psychologique et même pour des choses aussi élémentaires que l'alimentation !

Dans cette économie complètement folle, les gouvernements enrichissent largement l'industrie informatique en achetant toutes sortes de matériel et de programmes pour donner cours, faire des réunions, rendre des devoirs, prendre les présences, contacter les parents, etc. Et leurs choix semblent souvent plus guidés par la volonté de contrôler les élèves comme les enseignants que par un souci du bien pour la jeunesse.

Une cantine qui nourrit bien les élèves et leur permet d'être réceptifs à leurs cours serait un moyen simple, bon marché et mille fois plus puissant pour promouvoir la réussite.

Pour faire des choix utiles et performants, il faudrait que les personnels de l'enseignement et les élèves en âge de le faire, contrôlent de quelle manière sont utilisés les budgets alloués à l'école.

Il y a 60 ans, la grève de l'hiver 60-61 : une leçon que nous ne pouvons oublier

Il y a 60 ans, un million de travailleurs belges s'opposaient à un plan d'austérité par une grève de 3 semaines. Pourtant, la plus large lutte

sociale qu'aït connu le pays se termina par une défaite des travailleurs et un recul, celui de la fuite en avant dans les nationalismes wallon et flamand qui les divisent encore aujourd'hui.



Que s'est-il passé ?

En 1960, la bourgeoisie belge est en difficulté. Avec l'indépendance de sa colonie, le Congo, elle voit se tarir une importante source de profits. Or, il lui faut moderniser son économie, basée sur l'industrie vieillissante de la sidérurgie et des mines de charbon, pour développer les secteurs de la chimie, du pétrole, de l'automobile et de la télécommunication. Bien entendu, les capitalistes belges comptent sur les investissements publics pour réaliser cela, et tirer les profits après, exactement comme aujourd'hui. Et comme aujourd'hui, le gouvernement décide d'imposer un vaste plan d'économies sur le dos des travailleurs et de la population, à travers un plan d'austérité, appelé « loi unique ».

Attaques contre les traitements des fonctionnaires, âge de la pension fixé à 65 ans au lieu de 60, contrôle des chômeurs et visites domiciliaires contre « les fraudeurs » à l'aide sociale : l'indignation est profonde dans la classe ouvrière confrontée à des vagues de suppressions d'emplois, dans les mines et la sidérurgie, notamment.

A l'époque, le Parti socialiste belge est dans l'opposition. Avec l'appui des dirigeants de la FGTB, les socialistes développent une campagne d'opposition au plan du gouvernement libéral - social-chrétien. Cette campagne rencontre auprès des travailleurs un écho qui dépasse les attentes des dirigeants socialistes, qui espéraient simplement

accélérer de nouvelles élections pour revenir « aux affaires ».

Dès novembre 1960, la pression monte parmi les travailleurs qui exigent de leurs organisations syndicales des mots d'ordre de grève. Les dirigeants de la CSC, qui soutiennent le parti social-chrétien au gouvernement, refusent net. Ceux de la FGTB tergiversent. André Renard, le dirigeant de la régionale FGTB de Liège, qui passe pour le plus radical, promet « de proposer le mot d'ordre de grève général au bureau général de la FGTB le 24 janvier ». Mais le vote de la loi unique a lieu le 20 décembre, et c'est immédiatement que les travailleurs veulent s'y opposer par la grève dans tout le pays.

Face au refus des responsables syndicaux, les travailleurs se tournent vers les militants les plus décidés. La grève commence en Flandre, à Gand et à Anvers. Les dockers ont dû se battre physiquement contre leurs délégués pour imposer la grève. Les mêmes scènes se produisent dans la sidérurgie à Liège et Charleroi. Au parlement, où les députés discutent de la loi unique, Louis Major, député socialiste et dirigeant de la FGTB déclare « *Monsieur le premier ministre, nous avons tout fait pour empêcher la grève* ». Ce n'est que trop vrai.

Mais devant le risque de se faire déborder par les travailleurs, les dirigeants de la FGTB changent de ton. André Renard lance contre les patrons et le gouvernement une menace radicale... en apparence : « l'abandon de l'outil », c'est-à-dire la destruction technique des haut-fourneaux. Bien sûr, c'est une menace en l'air. Mais ce radicalisme lui permet de s'opposer à la revendication d'une marche sur Bruxelles qu'exigent les travailleurs. Les ouvriers en lutte sentent profondément le besoin d'affirmer leur unité entre flamands et wallons, comme entre chrétiens et socialistes. Du reste, les syndiqués de la CSC se sont joints à leurs camarades socialistes dans la grève, au grand désarroi des dirigeants de la CSC.

La grève est puissante. Dans les centres industriels de Wallonie, rien ne fonctionne sans l'autorisation des grévistes. La troupe et les paras ramenés d'Allemagne contre les grévistes, fraternisent par endroit avec les travailleurs en lutte. En Flandre, encore largement rurale et catholique, la grève est plus difficile, mais les ouvriers flamands ne sont pas moins déterminés, au contraire. Ils regardent du côté des travailleurs wallons et des dirigeants de la FGTB wallonne, qui paraissent plus combattifs. Mais c'est pourtant de ces dirigeants, autour d'André Renard, que va venir le coup de poignard dans le dos de la grève.



André Renard

Ceux-ci expliquent en effet aux travailleurs wallons que la victoire est impossible car « *les Wallons ne peuvent avancer à cause d'une Flandre où souffrent nos camarades flamands sur le chemin de leur libération économique et sociale* ». « *Si le fédéralisme était instauré, nous pourrions avoir en Wallonie un gouvernement du peuple et pour le peuple* ». Au lieu de les unifier, André Renard et les militants syndicalistes wallons qui le suivaient divisaient les travailleurs !

Aujourd'hui, après 40 ans de fédéralisme, on a vu la progression du chômage, de la précarité, de la pauvreté en Wallonie ! Mais le nationalisme wallon a offert aux ennemis des travailleurs un instrument redoutable pour les diviser. La grève prit fin dans le désordre durant la dernière semaine de janvier 1961. Et la "loi unique" sera mise en application par un gouvernement à participation socialiste !

Cette issue n'était pourtant pas fatale. Il a manqué aux travailleurs

en lutte une direction capable de leur proposer, par dessus les dirigeants syndicaux et les politiciens socialistes, des perspectives et une organisation de la grève à hauteur des enjeux.

Ce problème d'hier sera notre problème demain, peut-être bientôt. C'est pour cela qu'il faut aux travailleurs un véritable Parti communiste révolutionnaire qui n'hésite pas à s'opposer aux capitalistes, aux gouvernements et à leurs serviteurs à la tête des organisations syndicales.

Il y a 60 ans, l'assassinat de Lumumba

Le 17 janvier cela fera 60 ans que Patrice Lumumba, le premier premier ministre du Congo indépendant était assassiné sur l'ordre des autorités de la Belgique et de la CIA. Le Congo venait d'accéder à l'indépendance après 75 ans de colonisation.

Entre 1885 et 1908, le Congo avait appartenu personnellement à Léopold II qui y fit instaurer un régime de travail forcé et de déplacement de populations afin d'exploiter les richesses en caoutchouc et en ivoire. Les exactions commises par les milices de Léopold II, comme le fait de faire couper une main aux travailleurs ne rapportant pas assez de caoutchouc étaient telles qu'elles menèrent à des campagnes de dénonciation internationales et poussèrent le roi à céder le Congo à l'Etat belge en 1908.

Le sort des Congolais ne s'améliora pas sous la domination belge. La peine de la chicotte par exemple (un fouet en peau de rhinocéros), réservée aux Noirs, fut appliquée jusqu'en 1958. L'Etat belge pratiquait aussi une politique de ségrégation au Congo, les quartiers des villes réservés aux Noirs étaient séparés de ceux des Blancs, et les Noirs devaient être munis d'un laissez-passer. De plus, l'enseignement supérieur était quasiment réservé aux seuls Blancs. Quand la Belgique

quitta le Congo en 1960, il n'y avait que 17 diplômés noirs !

Quand le mouvement d'indépendance gagna le continent africain, la Belgique n'avait pas du tout préparé l'indépendance. En 1956, un plan l'envisageait pour 30 ans plus tard ! Mais suite au soulèvement de tout le continent, et face à des émeutes au Congo, l'Etat belge accorda l'indépendance dans la précipitation.

Des élections donnèrent Kasavubu président et Lumumba premier ministre. Lumumba était un des rares congolais à avoir pu un peu étudier, il était employé de poste et avait pu accéder au statut d'«évolué» (les Congolais qui savaient lire et écrire devaient subir une inspection de leur mode de vie. Se servir d'un appareil électroménager, utiliser un couteau et une fourchette étaient des critères de civilisation pour l'administration belge).

Au lendemain de la conférence panafricaine d'Accra, au Ghana qui venait d'accéder à l'indépendance, Lumumba constitua le Mouvement National Congolais, ou MNC, se donnant pour but de « *mettre tout en œuvre pour libérer le Congo de l'emprise du colonialisme impérialiste* ». Il s'agissait d'un mouvement politique qui n'était pas à base ethnique et qui se voulait à l'échelle de cet immense pays.

Le discours prononcé par Lumumba lors de la cérémonie d'indépendance le 30 juin 1960 qui dénonçait l'oppression coloniale et appelait les Congolais à montrer au monde « ce que l'homme noir peut faire quand il travaille dans la liberté » valu à Lumumba la popularité et le soutien des masses congolaises.

Pour s'assurer le maintien de ses intérêts capitalistes au Congo, la Belgique fit tout pour enrayer et contrôler le processus indépendantiste. Cela alla jusqu'à fomenter la sécession de la province du Katanga, riche en minerais et fief de l'Union minière, peu de temps après c'est la riche région de Kasai qui faisait sécession.

Finalement les USA et la Belgique arrièrent Lumumba et le livrèrent à ses ennemis katangais qui l'exécutèrent. Mobutu sera porté au pouvoir qu'il

exercera de manière dictatoriale durant 30 ans, au service des USA et de la Belgique.



En 2002, suite à une commission d'enquête organisée sur l'assassinat de Lumumba, après la parution du livre de Ludo de Witte, le ministre belge des Affaires étrangères Louis Michel a présenté, ses "excuses" et ses "profonds et sincères regrets" au peuple congolais pour le rôle de la Belgique dans l'assassinat de Patrice Lumumba. Ces "excuses" ne manquaient pas d'hypocrisie car la Belgique reconnaissait sa "responsabilité morale", mais réfutait toute implication dans l'assassinat du leader indépendantiste congolais.

En 2000, dans un documentaire télévisé, un commissaire de police belge, Gérard Soete, témoignait avoir découpé et dissous dans l'acide le corps de l'ancien Premier ministre. Une enquête a été ouverte en 2012 par le parquet fédéral belge, mais elle est toujours en cours !

Le refus de reconnaître la vérité historique et le sort réservé à Lumumba montrent que ce sont toujours les mêmes impérialistes qui dirigent et exploitent le monde aujourd'hui.



Exploitation des enfants dans les mines au Congo aujourd'hui

**Suivez-nous
sur Facebook:**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !